

Envoyé en préfecture le 23/05/2023
Reçu en préfecture le 23/05/2023
Affiché le **24 MAI 2023**
ID : 022-212206810-20230523-2023_45-DE

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

2. RÈGLEMENT

Version d'arrêt de projet soumise
au conseil d'agglomération
du 6 avril 2023

La terre, la mer, l'avenir en commun

1 5 0 0 0 saintbrieuc-armor-agglo.fr



**SAINT
BRIEUC
ARMOR**
AGGLOMÉRATION

BINIC-ÉTABLES-SUR-MER // HILLION // LA HARMOYE // LA MÉAUGON // LANFAINS // LANGUEUX
L'ANTIC // LE BODÉO // LE FÛIL // LE LESLAY // LE VIEUX-BOURG // PLAINE-HAUTE // PLAINTEL
PLÉDRAN // PLÉRIN // PLÉUC-L'HERMITAGE // PLOUFRAGAN // PLOURHAN // PORDIC // QUINTIN
SAINT-BIHY // SAINT-BRANDAN // SAINT-BRIEUC // SAINT-CARREUC // SAINT-DONAN // SAINT-GILDAS
SAINT-JULIEN // SAINT-QUAY-PORTRIEUX // TRÉGUEUX // TRÉMUSON // TRÉVENEUC // YFFINIAC

Reçu à la Préfecture
des CP
13 AVR. 2023
Dir.
avec les Collectivités
mesures & perspectives
AUDIT CONSEIL

PRÉAMBULE

Envoyé en préfecture le 23/05/2023
Reçu en préfecture le 23/05/2023
Affiché le **24 MAI 2023**
ID : 022-212206810-20230523-2023_45-DE

Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) établit 5 zones (P1 à P5) pour la publicité. Pour les enseignes, il établit 3 zones (E1 à E3).

Le présent règlement complète et adapte le règlement national de publicité (RNP) aux spécificités du territoire de Saint-Brieuc Armor Agglomération (SBAA).

Les dispositions du RNP non expressément modifiées par ce règlement demeurent applicables.

Conformément à l'article L.581-19 du code de l'environnement, en agglomération, les préenseignes sont soumises au même régime que la publicité. Par conséquent, les dispositions du règlement régissant la publicité s'appliquent également aux préenseignes, à l'exception toutefois des préenseignes dérogatoires au sens du 3^e alinéa de l'article L.581-19 du code de l'environnement.

Indépendamment du code de l'environnement, publicités, enseignes et préenseignes sont soumises à d'autres réglementations (code de la route, code de la voirie routière, code du patrimoine, règlement de voirie municipale, règles d'occupation du domaine public...).

Des documents graphiques identifiant les zones figurent en annexe du règlement. Ils ont valeur réglementaire.

Annexes :

- ▶ les plans généraux de zonage ;
- ▶ le plan de chaque commune faisant apparaître les zones ;
- ▶ les arrêtés municipaux fixant les limites des agglomérations ;
- ▶ les plans matérialisant ces limites d'agglomération.

Définition

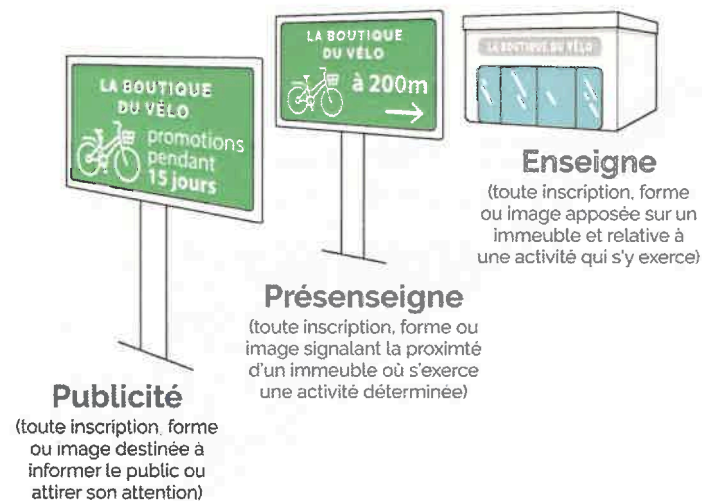
Art. L.581-3 du Code de l'environnement

« Au sens du présent chapitre :

1° Constitue une **publicité**, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, forme ou images étant assimilées à des publicités ;

2° Constitue une **enseigne** toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;

3° Constitue une **préenseigne** toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée. »



PUBLICITÉ

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article P.A : Dérogation à l'interdiction de la publicité

La publicité est admise dans l'ensemble des lieux énumérés à l'article L.581-8 du code de l'environnement. Elle est soumise aux dispositions des zones du règlement dans lesquelles elle se situe.

Article P.B : Publicité murale

Un dispositif publicitaire ne peut être apposé à moins de 0,50 mètre de toute arête verticale du mur qui le supporte.

Article P.C : Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol

Les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol peuvent être simple ou double face.

Lorsqu'ils sont simple face, le dos doit être habillé et ne pas laisser apparaître les structures du dispositif.

Lorsqu'ils sont double face, les dispositifs ne doivent pas présenter de séparation visible.

Tout dispositif d'une surface supérieure à 2 mètres carrés est de type monopied, à l'exception du mobilier urbain.

La largeur du pied ne peut dépasser le quart de celle du dispositif.

Article P.D : Publicité de petit format

En toutes zones, la publicité de petit format se conforme aux dispositions du RNP.

Article P.E : Surface des dispositifs

La surface indiquée des dispositifs, qu'ils soient muraux, scellés au sol ou installés directement sur le sol, est la surface totale, encadrement compris.

Pour les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol, le pied n'est pas compris dans le calcul de la surface.

Lorsque la publicité est supportée par du mobilier urbain, la surface indiquée prend uniquement en compte la surface de l'affiche.

Article P.F : Accessoires

Les échelles et passerelles ne sont admises que si elles sont amovibles, escamotables ou non visibles d'une voie ouverte à la circulation publique. Elles doivent être mises en place ou déployées uniquement pendant les interventions d'affichage, d'entretien ou de maintenance.

Article P.G : Densité

Les règles de densité édictées dans le règlement ne s'appliquent pas au mobilier urbain supportant de la publicité.

Article P.H. : Publicité sur chevalet

En toutes zones, la publicité sur chevalet est limitée à un dispositif par voie bordant l'établissement, à apposer au droit de l'établissement.

La hauteur ne doit pas dépasser 1,20 mètres et la largeur 0,80 mètres.

Article P.I. : Publicité sur toiture ou terrasse en tenant lieu

En toutes zones, la publicité sur toiture ou terrasse en tenant lieu est interdite.

Article P.J : Horaires d'extinction

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 22 heures et 7 heures, exceptées celles supportées par le mobilier urbain qui sont éteintes en même temps que l'éclairage public.

Il peut être dérogé à cette extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.

Aucune publicité lumineuse ne doit, par son intensité ou par le contraste excessif de luminosité qu'elle génère, présenter des dangers, causer un trouble excessif, ou porter atteinte à l'environnement.

La publicité lumineuse, y compris numérique, située à l'intérieur des vitrines est éteinte lorsque l'établissement est fermé.



PUBLICITÉ

ZONE P1

Article P.1.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux espaces naturels (zones naturelles) situés en agglomération, aux espaces boisés classés (EBC) et aux sites inscrits. Elle est repérée en vert au plan de zonage.

Article P.1.2 : Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines et visible d'une voie ouverte à la circulation publique

Sa surface cumulée est inférieure ou égale à 1 mètre carré.

Article P.1.2 : Publicité

Toute forme de publicité est interdite.



PUBLICITÉ

Envoyé en préfecture le 23/05/2023
Reçu en préfecture le 23/05/2023
Affiché le **24 MAI 2023**
ID : 022-212200810-20230523-2023_45-DE

ZONE P2

Article P.2.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond à la zone de patrimoine architectural (Sites Patrimoniaux Remarquables - SPR - de Saint-Brieuc et Quintin et zones de protection délimitées autour des monuments historiques) et aux abords de la ligne de bus à haut niveau de service TEO (20 mètres de part et d'autre du milieu de l'axe). Elle est repérée en orange au plan de zonage.

Article P.2.2 : Publicité supportée par le mobilier urbain

Sa surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés.

Sa hauteur ne peut dépasser 3 mètres, à l'exception des colonnes culturelles et des mâts porte affiche.

Article P.2.3 : Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines et visible d'une voie ouverte à la circulation publique

Sa surface cumulée est inférieure ou égale à 1 mètre carré.

Article P.2.4 : Publicité sur bâches

La publicité sur bâche de chantier se conforme aux dispositions du RNP.

Les bâches publicitaires sont interdites.

Article P.2.5 : Publicité sur domaine ferroviaire

La publicité scellée au sol est admise uniquement sur les quais de la gare.

Sa surface est inférieure ou égale à 3 mètres carrés. Les dispositifs peuvent être regroupés 2 par 2, avec une distance minimum de 20 mètres entre chaque dispositif, simple ou double.

Cette distance minimum ne s'applique pas entre les dispositifs séparés par une voie ferrée.

Hors gare la publicité est interdite.



PUBLICITÉ

Envoyé en préfecture le 23/05/2023
Reçu en préfecture le 23/05/2023
Affiché le **24 MAI 2023**
ID : 022-212200810-20230523-2023_45-DE

ZONE P3

Article P.3.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux territoires agglomérés de - de 10 000 habitants. Elle est repérée en beige au plan de zonage.

Article P.3.2 : Densité

Un seul dispositif mural est admis par unité foncière.

Article P.3.3 : Publicité supportée par le mobilier urbain

Sa surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés.

Sa hauteur ne peut dépasser 3 mètres, à l'exception des colonnes culturelles et des mâts porte affiche.

Article P.3.4 : Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines et visible d'une voie ouverte à la circulation publique

Sa surface cumulée est inférieure ou égale à 1 mètre carré.



PUBLICITÉ

ZONE P4

Article P.4.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux quartiers résidentiels de Saint-Brieuc. Elle est repérée en jaune au plan de zonage.

Article P.4.2 : Publicité murale

Sa surface est inférieure ou égale à 10,50 mètres carrés.

Sa hauteur limitée à 6 mètres.

Un seul dispositif est admis par unité foncière.

Article P.4.3 : Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol autre que celle supportée par le mobilier urbain

Sa surface est inférieure ou égale à 10,5 mètres carrés.

Elle est interdite sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur inférieure ou égale à 30 mètres.



Un seul dispositif est admis sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 30 mètres et inférieure ou égale à 100 mètres.



Envoyé en préfecture le 23/05/2023
Reçu en préfecture le 23/05/2023
Affiché le **24 MAI 2023**
ID : 022-212200810-20230523-2023_45-DE

Un dispositif scellé au sol supplémentaire est admis sur les unités bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 100 mètres.

Une distance minimum de 100 mètres est à respecter entre ces deux dispositifs.



Article P.4.4 : Publicité supportée par le mobilier urbain

Sa surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés.

Sa hauteur ne peut dépasser 3 mètres, à l'exception des colonnes culturelles et des mâts porte-affiche.

Article P.4.5 : Publicité numérique

La publicité numérique est interdite, y compris sur mobilier urbain.

Article P.4.6 : Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines et visible d'une voie ouverte à la circulation publique

Sa surface cumulée est inférieure ou égale à 1 mètre carré.

Article P.4.7 : Publicité sur bâche

La publicité sur bâche de chantier se conforme aux dispositions du RNP.

Les bâches publicitaires sont interdites.

Article P.4.8 : Publicité sur domaine ferroviaire

Sa surface est inférieure ou égale à 10,5 mètres carrés.

Une interdistance minimum de 100 mètres entre deux dispositifs est à respecter.

Cette distance minimum ne s'applique pas entre les dispositifs séparés par une voie ferrée.

Envoyé en préfecture le 23/05/2023
Reçu en préfecture le 23/05/2023
Affiché le **24 MAI 2023**
ID : 022-212200810-20230523-2023_45-DE

PUBLICITÉ

ZONE P5

Article P.5.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux zones d'activités de Saint-Brieuc. Elle est repérée en violet au plan de zonage.

Article P.5.2 : Publicité murale

Sa surface est inférieure ou égale à 10,50 mètres carrés.

Sa hauteur limitée à 6 mètres.

Un seul dispositif est admis par unité foncière.

Article P.5.3 : Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol autre que celle supportée par le mobilier urbain

Sa surface est inférieure ou égale à 10,5 mètres carrés.

Elle est interdite sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur inférieure ou égale à 30 mètres.



Un seul dispositif est admis sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 30 mètres et inférieure ou égale à 100 mètres.



Un dispositif scellé au sol supplémentaire est admis sur les unités bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 100 mètres.

Une distance minimum de 100 mètres est à respecter entre ces deux dispositifs.



Article P.5.4 : Publicité supportée par le mobilier urbain

Sa surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés.

Sa hauteur ne peut dépasser 3 mètres, à l'exception des colonnes culturelles et des mâts porte-affiche.

Article P.5.5 : Publicité numérique

Sa surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés.

Une distance minimum de 250 mètres entre 2 faces numériques en covisibilité sur le même axe est à respecter. Cette règle d'interdistance s'applique également au mobilier urbain.

Article P.5.6 : Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines et visible d'une voie ouverte à la circulation publique

Sa surface cumulée est inférieure ou égale à 1 mètre carré.

Article P.5.7 : Publicité sur bâche

La publicité sur bâche de chantier se conforme aux dispositions du RNP.

Les bâches publicitaires sont interdites.

Article P.5.8 : Publicité sur domaine ferroviaire

Sa surface est inférieure ou égale à 10,5 mètres carrés.

Une interdistance minimum de 100 mètres entre deux dispositifs est à respecter.

Cette distance minimum ne s'applique pas entre les dispositifs séparés par une voie ferrée.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article E.A : Autorisation des enseignes

Les enseignes sont soumises à autorisation sur la totalité du territoire, aggloméré ou non.

Les enseignes doivent respecter l'architecture du bâtiment où s'exerce l'activité signalée. Elles doivent s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade et tenir compte de ses différents éléments : emplacement des baies, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs.

L'autorisation peut être refusée si l'enseigne, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation porte atteinte à la qualité de la façade, aux lieux avoisinants, aux perspectives, aux paysages ou à l'environnement.

Article E.B : Suppression des enseignes

Tout occupant d'un local commercial visible depuis une ou plusieurs voies ouvertes à la circulation publique doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce dernier et de ses enseignes ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants. Il doit notamment s'assurer, lorsque l'activité signalée a cessé, que toutes les enseignes soient supprimées et que les lieux soient remis en état dans les trois mois suivant la cessation de cette activité. À défaut d'occupant, ces responsabilités incombent au propriétaire du local commercial.

Article E.C : Enseignes sur les arbres et les haies

Les enseignes sur les arbres et les haies sont interdites.

Article E.D : Enseignes murales

Une seule enseigne perpendiculaire est autorisée par voie bordant l'établissement où s'exerce l'activité signalée, y compris quand l'activité s'exerce également dans les étages.

L'enseigne perpendiculaire ne doit pas dépasser le niveau du rez-de-chaussée y compris quand l'activité s'exerce également dans les étages.

Sauf en cas de contrainte technique, elle est posée en limite de propriété dans l'alignement du bandeau.



Pour les établissements multiservices, 2 enseignes perpendiculaires sont autorisées par voie bordant l'établissement, de manière à y regrouper l'ensemble des activités signalées.

Pour les hôtels, les enseignes perpendiculaires peuvent avoir la hauteur d'un étage.

Article E.E : Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol

Leur hauteur est au minimum supérieure à 2 fois leur largeur, de manière à présenter une forme de totem.

Lorsqu'elles sont simple face, le dos des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doit être habillé, afin de ne pas laisser apparaître les structures du dispositif.

Lorsqu'elles sont double face, les enseignes ne présentent pas de séparation visible.

Lorsque plusieurs établissements sont implantés sur une même unité foncière, leurs messages sont regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière.

Article E.F : Chevalets ou porte-menus

Un seul chevalet et un seul porte-menu par établissement sont autorisés le long de chaque voie bordant l'établissement, à apposer au droit de l'établissement.

La hauteur ne doit pas dépasser 1,20 mètres et la largeur 0,80 mètres.

Article E.G : Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu

Les enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites.

Article E.H : Enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines et visibles d'une voie ouverte à la circulation publique

Leur surface cumulée est inférieure ou égale à 1 mètre carré.

Article E.I : Enseignes lumineuses

Les enseignes clignotantes sont interdites, à l'exception des enseignes de pharmacie ou d'autres services d'urgence, qui ne peuvent disposer que d'une seule enseigne clignotante par voie bordant l'établissement.

Aucune enseigne lumineuse ne doit, par son intensité ou le contraste excessif de luminosité qu'elle génère, présenter des dangers, causer un trouble excessif ou porter atteinte à l'environnement. L'enseigne lumineuse ne doit pas être éblouissante.

Les spots sont orientés vers le bas et éclairent uniquement l'enseigne.

Article E.J : Horaires d'extinction

Les enseignes, y compris celles situées à l'intérieur des vitrines, sont éteintes entre 22 heures et 7 heures du matin, lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsque l'activité cesse ou commence entre 21 heures et 8 heures, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées jusqu'à une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à cette extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.



ENSEIGNES

ZONE E1

Article E.1.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux principales zones de protections naturelles et architecturales (zone Naturelle, Espaces Boisés Classés, sites inscrits, Sites Patrimoniaux Remarquables de Saint-Brieuc et Quintin et zones de protection autour des monuments historiques).

Elle est repérée en vert au plan de zonage.

Article E.1.2 : Enseignes murales

Les établissements situés en étages se signalent exclusivement par des enseignes sur lambrequins ou des vitrophanies.

I - Les enseignes bandeau

Une seule enseigne bandeau est autorisée par voie bordant l'établissement où s'exerce l'activité signalée.

L'enseigne est posée sur la devanture et positionnée au-dessus de la vitrine.

Pour les devantures en applique, le texte est peint ou en lettres découpées sur un bandeau peint en bois ou en métal.

La hauteur du bandeau est inférieure ou égale à 60 cm.

Pour les devantures en feuillure, le lettrage est en lettres découpées ou peint.

La hauteur du lettrage est inférieure ou égale à 40 cm.

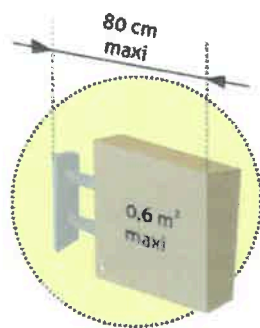


II - Les enseignes perpendiculaires

La surface des enseignes perpendiculaires est inférieure ou égale à 60 centimètres carrés avec une saillie inférieure ou égale à 80 centimètres.

Pour les rues inférieures à 8 mètres de large, la saillie est inférieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique.

Si pour des raisons techniques, l'enseigne ne peut être fixée sur la façade commerciale, aucune dérogation ne sera accordée.



Article E.1.3 : Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol

Leur surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés.

Article E.1.4 : Enseignes de moins de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol hors chevalet ou porte-menu

Une seule enseigne de moins de 1 mètre carré scellée au sol ou installée directement sur le sol est autorisée par voie bordant l'établissement où s'exerce l'activité signalée.

Les oriflammes sont interdites.

Article E.1.5 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques, à l'exception de celles situées à l'intérieur des vitrines, sont interdites.

Article E.1.6 : Enseignes lumineuses situées à l'extérieur des vitrines

L'éclairage des enseignes lumineuses est indirect et continu.

Les caissons lumineux sont interdits.

Les lettres boîtiers éclairées sont à privilégier.

ENSEIGNES

ZONE E2

Article E.2.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux principales zones d'activités. Elle est repérée en violet au plan de zonage.

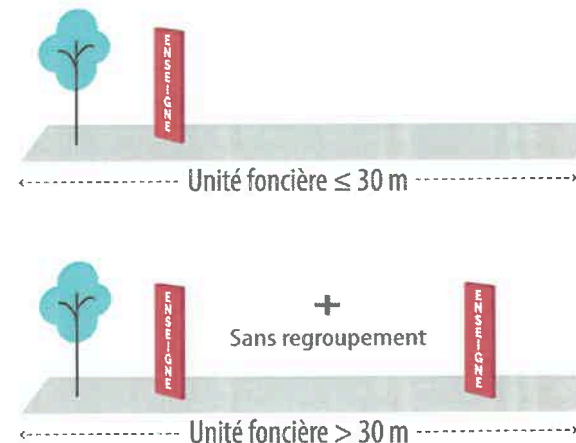
Article E.2.2 : Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol

Leur surface est inférieure ou égale à 6 mètres carrés.

Article E.2.3 : Enseignes de moins de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol hors chevalet ou porte-menu

Il ne peut être installé qu'une seule enseigne de moins d'un mètre carré sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur inférieure ou égale à 30 mètres linéaires.

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 30 mètres linéaires, il peut être installé un dispositif supplémentaire par tranche de 30 mètres au-delà de la première sans regroupement.



Article E.2.4 : Enseignes numériques situées à l'extérieur des vitrines

Les enseignes numériques scellées au sol ou installées directement sur le sol sont interdites.

Seules les enseignes numériques apposées sur les équipements publics ou assimilés sont autorisées.

Leur surface est inférieure ou égale à 12 mètres carrés et dans la limite de surface prescrite par le code de l'environnement.



ENSEIGNES

Envoyé en préfecture le 23/05/2023
Reçu en préfecture le 23/05/2023
Affiché le **24 MAI 2023**
ID : 022-212200810-20230523-2023_45-DE

ZONE E3

Article E.3.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond à tout le reste du territoire de Saint-Brieuc Armor Agglomération. Elle est repérée en beige au plan de zonage.

Article E.3.2 : Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol

Leur surface est inférieure ou égale à 6 mètres carrés.

Article E.3.3 : Enseignes de moins de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol hors chevalet ou porte-menu

Une seule enseigne de moins de 1 mètre carré scellée au sol ou installée directement sur le sol est autorisée par voie bordant l'établissement où s'exerce l'activité signalée.

Article E.3.4 : Enseignes numériques situées à l'extérieur des vitrines

Les enseignes numériques scellées au sol ou installées directement sur le sol sont interdites.

Seules les enseignes numériques apposées sur les équipements publics ou assimilés sont autorisées.

Leur surface est inférieure ou égale à 12 mètres carrés et dans la limite de surface prescrite par le code de l'environnement.



GLOSSAIRE

Envoyé en préfecture le 23/05/2023
Reçu en préfecture le 23/05/2023
Affiché le **24 MAI 2023**
ID : 022-212200810-20230523-2023_45-DE

Agglomération (article R.110-2 du code de la route) :

Espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde.

Alignement (article L.112-1 du code de la voirie routière) :

Détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un alignement individuel.

Baie :

Toute ouverture de fonction quelconque pratiquée dans un mur de bâtiment (porte, fenêtre, vitrine, etc.)

Les ouvertures obturées par des briques de verre ne constituent pas des baies.

Cadre (d'un dispositif d'affichage) :

Partie du dispositif qui entoure l'affiche (Dit également « moulure »).

Chantier :

Période qui court de la déclaration d'ouverture de chantier au dépôt de la déclaration d'achèvement de travaux.

Chevalet :

Préenseigne ou publicité installée directement sur le sol généralement devant un magasin.

Clôture :

Construction non maçonnée destinée à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Colonne culturelle :

Élément du mobilier urbain en forme de colonne, qui sert de support à la promotion de spectacles et de films.

Devanture en feuillure :

La devanture en feuillure s'inscrit dans une arche ou une baie composée à cet effet. La vitrine se situe en retrait (18 à 22 cm) du nu de la façade à l'intérieur du percement afin d'intégrer les équipements.

Devanture en applique :

La devanture en applique vient au-devant de la façade pour habiller la baie. Elle est composée de coffres de parements horizontaux et verticaux (entablement et piédroits) en bois peint qui masquent les maçonneries et les linteaux





Dispositif d'affichage :

Dispositif spécialement conçu pour recevoir ou permettre l'exploitation d'une affiche ou de plusieurs affiches visibles successivement. Il peut comporter un plateau, un cadre, un piètement et des accessoires de sécurité ou d'éclairage.

Dispositif publicitaire :

Dispositif dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité quel qu'en soit le mode.

Droit (d'une façade) :

Partie de terrain située devant une façade, perpendiculaire à celle-ci.

Enseigne :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Enseigne lumineuse :

Enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet (néons, lettres lumineuses, écran vidéo, journal défilant...).

Face (d'un panneau publicitaire) :

Surface plate verticale supportant l'affiche.

Un dispositif scellé au sol peut être « double-face ».

Fixe :

Dispositif installé durablement et qui n'est pas lié à une opération ou un événement particulier. C'est le cas général des panneaux publicitaires ou des enseignes. S'oppose à « temporaire » pour le code de l'environnement.

Mât porte affiche :

Élément de mobilier urbain consistant en un mât interrompu par un panneau destiné à recevoir une affiche.

Mobilier urbain publicitaire :

Mobilier susceptible de recevoir de la publicité, visés par les articles R.581-42 à 47 du code de l'environnement. Il s'agit :

- des abris destinés au public : particulièrement les usagers des services de transport de voyageurs, autobus ou taxis.
- des kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial.
- des colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel.
- des mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives.
- des mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local.

Préenseigne :

Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.



Projection ou transparence (éclairage par) :

La source lumineuse ne participe pas directement à la publicité. Elle l'éclaire lorsque la luminosité est trop faible.

Publicité :

Toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention. Le terme désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images.

Publicité de petit format :

Publicité intégrée dans les devantures commerciales au sens de l'article L.581-8-III du code de l'environnement.

Publicité lumineuse :

Publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse conçue à cet effet. Exemples : néons sur les toits, écrans vidéo.

Les dispositifs publicitaires supportant des affiches éclairées par projection ou transparence sont considérés comme des publicités lumineuses mais sont assujettis au régime de la publicité non-lumineuse, en application du dernier alinéa de l'article R.581-34 du code de l'environnement.

Support :

Toute construction (bâtiment, clôture, ouvrage, etc.) susceptible de recevoir un dispositif publicitaire.

Surface de la publicité hors mobilier urbain :

Surface hors-tout indiquée dans les documents réglementaires, comprenant l'encadrement du dispositif publicitaire.

Surface de la publicité sur mobilier urbain :

Surface indiquée dans les documents réglementaires, correspondant à la surface de l'affiche ou de l'écran.

Surface totale :

Surface hors-tout qui englobe l'encadrement.

Temporaire :

Dispositif installé à l'occasion d'un événement exceptionnel tel que défini par le code de l'environnement : opération commerciale, culturelle, immobilière. S'oppose à « fixe ».

Unité foncière :

Parcelle ou ensemble des parcelles cadastrales adjacentes appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Vitrine :

Baie vitrée d'un local commercial. Espace aménagé derrière cette baie où sont exposés les produits.

